

# Enbata

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
30 août 2012  
n° 2242  
1,30 €

Interview  
de Paul Molac

Francisco Lopez Lehendakari

Elections  
anticipées

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Le pari de l'intelligence

Un acte politique fort a été posé à Biarritz la semaine passée par l'Université d'été et le Congrès de Régions et Peuples Solidaires. La motion finale interpelle la nouvelle majorité présidentielle dont cette fédération se sent partie prenante. Elle porte emblématiquement la revendication basque qu'elle amplifie faisant en sorte de prolonger l'objectif des législatives abertzale de juin dernier désirant porter la voix du Pays Basque à l'Assemblée nationale. «*La réforme à venir devra prendre en compte la spécificité des territoires et de leurs besoins. C'est notamment le cas pour le Pays Basque. La collectivité territoriale spécifique doit être mise à l'ordre du jour de la réforme institutionnelle*», dit RPS à son rendez vous de Biarritz. Et avec lui, son député breton, Paul Molac, et ses divers conseillers régionaux démultipliant dans leurs assemblées respectives l'aspiration exprimée à Biarritz. Nos parlementaires socialistes, la sénatrice Frédérique Espagnac et la Députée Colette Capdevielle, par leur présence, leurs propos engagés ont, au cœur de cette structure politique singulière unissant les peuples minorisés de l'Hexagone, ajouté une plus-value au processus réformateur en cours. Contrairement à 1981, où la promesse de Mitterrand et du Parti socialiste était abandonnée à elle-même dans les lieux du pouvoir, il apparaît cette fois-ci que notre démarche soit accompagnée par des relais politiques locaux tels notamment des élus socialistes et sur l'ensemble de l'Hexagone par RPS et son allié, le mouvement écologiste. A sens inverse, les abertzale eux-mêmes prennent conscience de l'opportunité de ces concours extérieurs. Nombreux étaient nos amis participants ou auditeurs des tables rondes de l'Université d'été de Biarritz. Le déclin de Biarritz a permis aux abertzale de comprendre RPS, cet objet jusque-là pour eux difficilement identifiable. Chacun d'entre nous a pu mesurer le rôle irremplaçable de ce carrefour des peuples sans Etats partageant la même volonté de reconnaissance et d'épanouissement pour la transformer en dynamique collective. En cela,

leur prise en compte de la revendication basque n'est pas simple adhésion intellectuelle mais, pour ces peuples co-existentielle de leurs propres réalités.

Cette bouffée d'optimisme facilitera sans nul doute notre retour au dialogue basco-basque, initié par le Conseil des Elus devant déboucher sur un texte le plus consensuel possible et sur sa défense lors des Etats Généraux des territoires organisés par le Sénat. L'assemblée plénière du 6 septembre à Bayonne devra in fine trancher sur le choix institutionnel dont nous voulons doter Iparralde. Si certains ont pu jusqu'ici avancer masqués, jouant habilement sur les mots et les concepts, il leur faudra rejoindre la cohorte de ceux qui travaillent sans arrière-pensées pour un destin basque. Deuxième étape, la confrontation avec l'ensemble des acteurs des Pyrénées-Atlantiques le 13 septembre à Anglet pour répondre au schéma de large concertation voulu par le Sénat dans chaque département pour aboutir, à 900 délégués, à Paris les 4 et 5 octobre. Si une juste ambassade du Pays Basque doit représenter l'ensemble de l'éventail politique, il va de soi que le courant abertzale doit y être inclus en tant que tel à hauteur de sa représentativité dans la société. Au-delà de la simple équité, comment pourrait-on efficacement défendre les spécificités socio-linguistiques de ce pays hors de leur juste présence?

Après une longue réflexion, société civile et élus confondus, nous voici donc parvenus aux modalités de concrétisation de l'acte III de la décentralisation voulue par François Hollande. Mais au-delà du simple exercice de modernité de la gestion de proximité, est-il réellement animé du respect des spécificités des territoires? A-t-il barre sur la vieille culture jacobine qui hante toujours les couloirs des ministères et la cervelle des énarques? François Hollande sait malgré tout que vaincre ces pesanteurs historiques est moins aléatoire que le redressement économique de la France. Parions sur l'intelligence...

## R&PS aintzina !

Régions et Peuples Solidaires federazioaren udako unibertitateak dudarik eta espanturik gabe lorpen ederra izan dira hiru egunez Miarritzen. Ekitaldi, mahain inguru, eztabaida eta debate ezberdinek mail ona lortu dute orohar, populu eta eskualde desberdinetako delegazioak potentek izan diren hein berdinean funtsean. Hainbat ohar egin ditaizke halere federazio horren biziraupen baitezpadako bati buruz. Ez da sekretu haundi bat azpimarratzea edo salatzea, udako unibertitateetaz gain, urtean zeharkako agerpen eta irakurgarritasun oso murrizta daukala Frantses estatuko hainbat eskualdetako mugimendu politikoek osatutako federazioak. Alta ez ote du merezi pizu gehiagorekin eragitea frantses estatu zentralista huntako hainbat eztabaida politikoe-tan? Jakinki gainera udazken huntan zer nolako «*abiadura*» har lezakeen «*deszentralizazioaren*» akta delako harek... Ez ote da gune aproposa federazio hau, laster pil pilean izango diren hainbat problematika, eztabaida eta proposamenei erantzun bateratu, kohesionatu eta bereziki elkartasunezkoa sakonki plazaratzeko Parisera? Agian helburu hori lortzeko R&PSk indar bat egin behar luke kohesio politikoa haundiagoa lortzeko, mezu eraginkor bat helarazteko erabaki gune eta klase politiko guziari.

Baditaike garaia heldua izaita benetan federazio horrek egituratze politiko sendoago bati urratsak emaitako. Bide hortan beharrezkoa litaike federazioko partaide ezberdinen arteko funtsezko akordio programatiko eta politikoa lantzen hastera,

oinarri gisa hartuz ezkerreko baloreak baita burujabetza politiko, sozial eta kultur mailakoak.

Egituratze molde ausartago batek ez ote luke R&PSri indar eta autonomia haundiagoa ekarriko bereziki akordio politiko programatiko eta hauteskunde mailakoak adosteko momentuan hainbat bidelagun ezberdinekin, izan ditezen EELV, alderdi sozialista edota ezkerreko beste hainbat alderdi? Seguraski baietz, jakinez azken hamarkadan marraztutako bideak orohar lorpen aski kontsekuenteak izan dituela hauteskunde mailan, izan europar eta eskualdeko hauteskundeetan baita azkeneko legistatiboetan...

Luzaz Ipar Euskal Herriko hainbat espazio abertzaletik pentasatu izan da gisa hortako federazio edo indar metaketa alferrikakoak zirela, «*frantsesegiak*» bezala edo... AB pragmatikoki hainbat urtez «*osberbadore*» gisa aritu ondoan, biltzar nagusi erabaki bidez azken urteetan R&PSko partaide edo kide oso bilakatu da, jakinez EA hastapenetik kide dagoela eta azken urteetan alderantziz EAJ/PNV emeki ta segurki federaziotik urrunduz doala hunek bere oinarri politikoa ezkereruntz bihurtzarekin betan. Ez ote da garaia Iparraldeko beste sektore batzuk ere pausoz pauso hurbiltzea federazioaren ekimen, helburu eta izpirituari?

Deus ukatu gabe gure nortasun soziopolitikotik, ez ote da garaia bretoi, kortzikar, okzitandar, kataluniar eta euskal abertzaleak batzea R&PS gisako toki amankomun batean? Baditaike galdera pausatzeak, erantzuna ebidente bihurtzea, ez?



# Rendez-vous le 1<sup>er</sup> septembre sur les hauteurs d'Itsasu

● Mixel Berhocoirigoin

Les lecteurs d'*Enbata*, du moins ceux qui lisent ma chronique, connaissent bien les enjeux de société liés aux questions agricoles. Ils comprendront donc aisément pourquoi il est important de se retrouver ensemble ce 1<sup>er</sup> septembre: ce sera la participation du Pays Basque à la grande campagne citoyenne européenne pour la réforme de la PAC: la «*Good Food March!*»

A l'occasion de la réforme de la PAC en cours de négociation, où pour la première fois le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne prendront une décision conjointe sur la future Politique Agricole Commune, 80 organisations de plus de 15 pays se sont réunies pour organiser un événement inédit de grande ampleur. Citons parmi d'autres : Confédération paysanne, Via canpesina, FNAB, ATTAC, Inter-amap, MRJC, WWF, CMR, Slow Food, Artisans du monde, Peuples solidaires, ou, plus localement, Bizi ou CADE.

## Effets désastreux social et territorial

Quatre caravanes composées de paysans, consommateurs et autres citoyens sillonneront le territoire européen pour converger sur Bruxelles le 19 septembre. La première est déjà partie depuis la mi-août de Rotterdam, la seconde a démarré de Munich le 25 août; Une troisième démarrera le 1<sup>er</sup> septembre du Pays Basque, et, enfin la quatrième, le 13 septembre de Calais. Pour ne pas priver les régions européennes excentrées de l'épicentre de cette mobilisation, des dizaines d'événements vont avoir lieu un peu partout en Europe. Cette mosaïque d'événements européens est pressentie pour être un des plus importants rassemblements citoyens jamais organisés en Europe pour appeler à une agriculture plus durable et plus juste.

La PAC définie en 1962 était un projet politique ambitieux d'autosuffisance alimentaire, de solidarité financière et de parité de revenu pour les agriculteurs. En 50 ans, la PAC a connu de nombreuses réformes, en particulier depuis celle de 1992. Elles ont un seul objectif: rendre la PAC «*OMC compatible*», c'est-à-dire inscrite pleinement dans les mécanismes du marché libre mondial. Ce choix politique a entraîné la concentration des productions, la spécialisation des régions et la restructuration permanente des exploitations avec des effets dévastateurs sur le plan social et territorial. La libéralisation des échanges commerciaux a augmenté les risques sanitaires et détruit les agricultures d'ici et d'ailleurs. La PAC s'est détournée de ses objectifs initiaux et les importantes aides attribuées aux agriculteurs, au lieu de réduire les disparités initiales, les ont renforcées de manière scandaleuse. L'apparente rentabilité et efficacité économique de l'agriculture dite «*compétitive*» n'est due qu'au fait qu'elle capte à son profit la grande majorité des aides publiques. Il est temps que la nouvelle PAC actuellement en discussion change de cap pour redonner des perspectives aux paysans, aux territoires et à une agriculture d'utilité publique dans l'in-



térêt des populations. Une PAC basée sur la souveraineté alimentaire est la seule alternative pour des paysans nombreux, pour remettre en œuvre des techniques de production agro-écologiques favorisant une symbiose homme/nature.

## ELB, co-organisateur de la marche

Les citoyens sont invités à rejoindre les paysans pour exiger ensemble cet autre Politique Agricole Commune. En effet, chacun est concerné par la mise en place d'une agriculture paysanne respectueuse des personnes, produisant une alimentation saine sans détruire les agricultures du monde, respectueuses de l'environnement, des paysages, et des territoires.

Le Pays Basque a l'honneur d'être un des quatre points de départ. ELB, par son appartenance à la Confédération paysanne co-organisatrice des marches, a choisi d'organiser un pique-nique revendicatif et festif sur les hauteurs d'Itsasu. Ce lieu de rendez-vous permet d'apprécier la richesse d'un paysage façonné par une agriculture multifonctionnelle telle que nous avons su encore en préserver une au Pays Basque, et que nous souhaitons être mise au centre des objectifs de la nouvelle PAC. Dans les négociations PAC engagées depuis plusieurs mois, et qui dureront entre plusieurs mois, ELB a travaillé pour le compte de la Confédération paysanne et Via canpesina Europe, la question des petites fermes. Elle sera la pierre angulaire des interventions d'Itsasu : «*Soutenir les petites fermes pour une agriculture multifonctionnelle et la souveraineté alimentaire*».

Toutes les personnes et associations sensibles aux enjeux d'une agriculture paysanne sont invitées ce samedi 1<sup>er</sup> septembre à venir nous rejoindre vers 11h, avec leur pique-nique au lieu qui sera fléché à partir d'Itsasu et d'Espelette.  
ERRAN BEZALA!



CETTE SEMAINE  
**TARTARO**  
S'EST ÉTONNÉ

●●● pas tant que ça de la terrible sanction qui prive Lance Armstrong de ses sept victoires au Tour de France pour cause de dopage, alors qu'un autre Armstrong s'est endormi dans un clair de lune éternel où il rejoint Louis qui sublime le tout du vibrato de sa trompette magique.

●●● pas tant que ça que le candidat républicain aux sénatoriales du Missouri Todd Akin ait prétendu qu'une "grossesse après un viol est très rare... car le corps de la femme essaie par tous les moyens de bloquer tout ça". Apparemment la mère de Todd n'a pas bloqué la connerie à sa naissance.

●●● pas tant que ça de l'amende d'un milliard de dollars infligée par un tribunal de Californie au Coréen Samsung pour violation de brevet des très populaires I-phone et I-pad d'Apple. Samsung n'a pas compris qu'il ne fallait pas croquer dans le fruit défendu.

●●● pas tant que ça que le flamboyant ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg ait déclaré pendant les universités d'été d'Europe-Ecologie: "Le nucléaire est une filière d'avenir". L'énergie d'Arnaud irradie...

●●● pas tant que ça de la légère cacophonie concernant la reprise de la publicité sur les chaînes publiques de télévision après 20 heures. Jérôme Cahuzac, ministre du Budget, veut faire rentrer des sous, Aurélie Filippetti, ministre de la Communication est contre. Le premier ministre Jean Marc Ayrault a tranché: pas de coupures.



# Pourquoi le Lehendakari Lopez a-t-il jeté l'éponge ?

*Le premier gouvernement socialiste espagnol à la tête de la Communauté autonome basque a décidé d'avancer de six mois les élections au parlement de Gasteiz. Faute de majorité au parlement avec la défection du PP, sa position était devenue intenable.*

Le chef du gouvernement autonome basque, le socialiste Francisco Lopez, a annoncé le 21 août qu'il avançait les prochaines élections autonomiques prévues pour le printemps prochain. Elles auront donc lieu le 21 octobre. La nouvelle a créé la surprise. Sans trop y croire, la plupart des formations politiques basques réclamaient depuis longtemps une telle mesure, tant le gouvernement PSOE manquait de soutien, voire de légitimité. Tout s'est joué il y a trois mois, en mai dernier. Le PSOE en tant que tel, est minoritaire au parlement, avec seulement un tiers des députés, il gouvernait la Communauté autonome depuis 2009 avec l'appui du PP. Tous deux avaient signé un pacte de gouvernement «*Accord pour un changement démocratique*», sans que la droite espagnole ne dispose de ministres à Gasteiz. La position de Francisco Lopez demeurait donc très fragile, à la merci d'un PP qui le tenait comme la corde tient le pendu.

## Guéguerre et blocage

Le 7 mai, Antonio Basagoiti, leader du PP en Pays Basque, annonçait la rupture de cet accord, après une période de vives tensions entre socialistes et «*populaires*», au sujet des mesures économiques draconiennes à mettre en œuvre face à la situation catastrophique que connaît l'Espagne. Francisco Lopez était allé jusqu'à menacer le premier ministre espagnol Mariano Rajoy de présenter un recours devant le Tribunal constitutionnel pour s'opposer à ses décisions économiques qui avaient des conséquences sur les budgets de la Communauté autonome, en matière d'éducation et de santé. Par ailleurs, le système fiscal basque est tel que le gouvernement de Gasteiz ne peut vraiment mettre en œuvre un budget que s'il bénéficie de l'appui des députations. Or le PSOE n'en contrôle aucune, celle de Bizkaia — qui apporte la plus grande part de la fiscalité — est entre les mains du PNV, celle d'Alava est dirigée par le PP, celle de Gipuzkoa par les indépendantistes de Bildu. Ce fut pendant trois ans la guéguerre et le blocage, Francisco Lopez ne parvenant pas à mettre en œuvre la réforme fiscale qu'il souhaitait et la politique sociale où les grands choix qui en découlent. Une anecdote en dit long sur le climat entre les

deux partis. Le 28 avril, Antonio Basagoiti, président du PP en Pays Basque, est allé jusqu'à déclarer que le Lehendakari Lopez «*avait moins de diplômes que Homer Simpson*», un petit pantin de dessin animé assez ridicule. Lorsqu'on en arrive à ce genre d'amabilité entre partenaires, les pactes politiques sentent

**“Lopez se targue d'une grande réussite: le PSOE a obtenu sous son mandat le cessez-le-feu définitif d'ETA, le 20 octobre 2011. Il a fixé le jour des élections le 21 octobre, précisément pour en tirer quelque bénéfice politique.”**

cesserait de s'occuper des «*obsessions identitaires*», pour se consacrer aux «*problèmes réels*», afin que sa législature soit celle du «*bien-être*», a fait le contraire. Francisco Lopez n'a eu de cesse que de s'attaquer aux symboles, avec la modification de la carte météo à la télévision basque (1), un immense drapeau espagnol hissé dès le lendemain de son



le faisandé.

Certes le gouvernement autonome socialiste aurait pu continuer à gouverner jusqu'en 2013, sans voter de budget en décembre, mais le risque aurait été majeur de se présenter devant les électeurs en avril, dans une situation de faiblesse politique plus grande encore, avec un bilan économique bien pire. Le taux de chômage est sans précédent, les recettes fiscales baissent, la réforme des impôts est bloquée, aucun des projets promis en 2009 n'est en voie de réalisation: absence de loi municipale, alors que toutes les autres communautés autonomes de la péninsule ont réalisé cette réforme; la loi sur le logement est toujours dans les tiroirs et celle prévue pour réorganiser la police autonome basque est repoussée aux calendes grecques.

## Obsessions identitaires

Celui qui avait annoncé que le Pays Basque

élection sur le point culminant de la Biscaye, l'envoi d'une délégation basque au défilé militaire espagnol du 12 octobre, la retransmission des vœux du roi d'Espagne sur les écrans d'ETB, l'instauration du Jour d'Euskadi pour contrer l'Aberri eguna, la mise en œuvre de lois pour limiter l'usage de l'euskara dans les entreprises privées et publiques, et que le critère d'une connaissance relative de l'euskara soit beaucoup moins pris en compte dans les conditions de recrutement des fonctionnaires (2). Et pour faire bonne mesure, l'indifférence affichée lorsque l'armée espagnole effectua des manœuvres autour de Gernika lors du dernier anniversaire du bombardement; le changement des uniformes de la Ertzaintza, avec la disparition du béret au profit de la casquette et l'éviction du logo traditionnel de la police autonome dont la graphie sentait trop le PNV des années 30. On n'en finirait plus d'égrener les décisions ou les faits destinés à

2012KO AGORRILAREN 30AN

GOGOETA, EZTABAIDA ETA FORMAKUNTZA TRESNA

SAN MIXEL OKUPAN BETHI AINTZINA ELKARTEKO KIDEEKIN ELKARRIZKETA

## Barnekaldeko Okupa!

Une mobilisation plurielle, pour un habitat collectif et un centre culturel populaire, expose sur la place publique des pistes pour rendre légal ce qui est légitime !



Cela fait plus de 5 semaines qu'un groupe d'habitants de l'intérieur s'est installé dans les anciens locaux de l'École St Michel de St-Just-Ibarre, fermés et à l'abandon depuis 3 ans. Depuis la fin juillet avec la collaboration de dizaines d'autres habitants des environs un travail remarquable d'information des citoyens et élus est mené pour impulser dans ces lieux la naissance d'un centre culturel populaire et d'un habitat collectif. Les propriétaires des lieux (une congrégation de sœurs) ont dès le début été informés de la démarche, et, malgré la décision d'expulsion des occupants venant du Tribunal de Bayonne, la volonté de ces derniers, regroupés dans l'association Bethi Aintzina, est de faire vivre ce bâtiment par l'occupation et l'animation citoyennes. Voici les différents ingrédients de cette démarche qui a pour but de rendre légal ce qui est légitime... et de «Donner vie aux rêves» !

### Okupazioaz... atea ideki!

Donaixti inguruetako biztanle multxo bat azken hilabeteetan gogoetazten hasi da San Mixel eskolaren egoitza ohiaren egoeraz.

Holako ondarea, azken 3 urteetan hutsik, kenka gero eta latzagoan ikusterat jakinez Oztibarre eskualdean kultur gune baten beharra nabari dela eta etxe bizitzaren gaia pil-pilean dela Iparraldean... aldatu beharrezko egoera dela erakusterat eman dute uztaila undarrean hasitako okupazioarekin.

Hasieratik interesatuak edo kuriosak direnei ongi etorria egin du Bethi Aintzina elkartean antolatutako Barnekaldeko Okupazio proiektu kolektibo, herrikoi eta askatzaile baten xedea plazaratuz.

Zertako?

Etxebizitza kolektibo bat sortzeko eta herri kultur gune bat bultzatzeko, herritarrena, herritarrek elgarrekin kudeatua!

Ongi ulertua izaiteko, segidan San Mixel egoitzaren jabeak diren Serorer gutun bat igorria izan zaie xedeak eta komunikazio bideak argituz. Ber maneran, Donaixtiko herritar guzietan ere etxez etxe emana izan zaie ate idekitze berri horren nundik norakoa!

### Okupazioaz... ondarea babestu !

Hastapenetik Bethi Aintzinakoei elkarrizketarako xedea eta egoitzaren jabeen kezken konduan hartzea aintzat hartu dute. Hala nola, egoitzaren egoiteko segurtasun eskasaren inguruko eztabaida desaktibatuta dute, ez egoitza «normetan» ezarri, baina behar ziren bermak ekarri (besteak beste ofiziale adituen adierazpen frogak erakutsiz) eta behar ziren egokitze lanak «auzolanaren» bidez eginez!

Ondorioz, egoitzak azken 3 urteetan ukan duen higatze edo andeatze fasea gelditu da. Hots, okupazioaren bidez, egoitzak bizi eta osagarri berri bat bildu du hainbat herritarren laguntza eta eskaintza ezberdinen bidez!

### Okupazioaz... elkartasuna sustatu!

Ondasun pribatuaren okupazioa, legearen urratzea dela eta, Bethi Aintzina elkarteak, auziperatua izan da. Elkarteak, tarrapatuta behar ukan du agorrian berean abokatu baten laguntza lortu, auziaren atzeratzea galdatu defentsaren prestatzeko eta leporatuak zitzaizkien elementu ezberdinen kontra-argumentazioa prestatu.

Azpirarratzekoa da Seroren kongregazioak, okupazioaz gain, San Mixel egoitzaren funditzea, egoitza arriskutsu batean sartzea eta auzo bizia tratatzea leporatu diela Bethi Aintzinakoer...

Errealitatearekin bat egiten ez zuten azken akusazio horien kontra defenditzeko, Bethi Aintzinakoek 3 egunez sekulako lana aintzina eraman dute.

Auzoen eta hainbat hautetsiren sustengua lortu dute argi uzteko elkarbizitzaren baldintza guziak errespetatuak zirela okupazioaren garaian.

Ber maneran ofiziale batzuren ziurtagiriak erakutsiak izan dira egoitza ez bazen ere normetan, ez zuela arrisku larrikeria agerian erakusteko. Azkenik, okupazio ondoko asteetako hobetze lanek argi utzi dute ez zirela batera sinesgarriak leporatutako kaltetze argumentazioak!

### Okupazioaz egunereko bizia antolatu!

Azpirarratzekoa da 10-15 pertsonako multzo bat molde iraunkorran egon dela San Mixel egoitzan bizitzen. Eguneroko bizia kudeatzeko, hainbat lan talde sortu dira: Obrena, Animazioena eta Komunikazioarena. Astearen behin bilkura berezi bat egin da bertan herritarrekin batera pundoa egiteko, ideia/proposamen berrien biltzeko, antolaketa eta animazioak finkatzeko.

Horrek hastapeneko proiektuari indar berriak eman dizkio. Hara nola Okupazioaren ondoko lehen astean egin den Biltzar Nagusia 40 bat jende berri hurbildu dira eta segidan hainbat tailer edo animazio berri sustatzeko eta plantan emaitako indarrak lortu. Besteak beste bideo, antzerki, irrati tailerrak. Euskara kurtsuen antolaketak. Erregulariki deneri idekiak diren bideo proiektzio eta eztabaidak bai eta ere haurren animazioak programatuak izan direlarik...

### Okupazioaz...

#### zilegitasuna defenditzen segitu!

Auzitegiak kanporatze manua hartu eta gero, San Mixel Okupatik Pessac-erat joan da delegazio bat jabeekin elkarriketaren bidez aterabide baten atxemaiteko.

Hau zen delegazioaren xedea: 2 alderdien arteko hitzarmen bat izenpetzea zehinetan 2 alderdien xedeak asetuko ziren. Konkretuki eskatu die jabeei prest zirenez hitza emaita kontratu bat izenpetzeko Bethi Aintzina ateratueta, jakineta elkartek ateratzeko prestutasun osoa duela.



*"Nous voulons rappeler que dès le début, nous avons eu la volonté de suivre le chemin de la négociation. Avant que les propriétaires portent plainte, nous leur avons déjà fait cette proposition et nous ne comprenions pas, pourquoi, alors qu'elles disaient croire en notre projet, elles ont toujours refusé et n'ont jamais voulu prendre un engagement écrit."*

Oren bat eta erdiko topaketaren ondoren, hara zer adierazi duen elkartek: "Lehenik eta behin erran nahi dugu hastapenetik bezala gogoan ukan dugula negoziatioaren bidea segitzea, dolu baitugu poliziaren indar erakustalditik pasa behar dela, hitzen bidez konpontzen ahal delarik egoera hori. Hala nola, jabeek plenta pausatuta aitzin proposamen hori deia egin genien, eta ez ginuen ulertzen nolaz ezetz zorrotzetan tematzen ziren. Nolaz gure proiektuan sinisten zutela erraneta, ez zuten engainamendu idatzirik hartu nahi. Geroztik, negoziatioaren pilpilean ginelarik, plenta ezarri ziguten, eta beraien zintzotasunaz dudatzen hasi ginene bainan beti aterabideak proposatzen saiatuz."

"Ondorioz:

1. Bethi Aintzina proiektuan sinesten baitugu,
2. Herritarrek eraiki duten etxe hori, abandonaturik utzi ordez herritarrek kudeatu behar dutela pentsatzen baitugu,
3. Sustengua erakutsi diguten ehunka herritarrei Bethi Aintzina segitzea zor diegula konziente baitgira,
4. Baitakigu gure proiektua garatzeko etxe huntan egoitea dela gelditzen zaukun berme bakarra,
5. Ez dugunez hitzarmenik segurtatzen diguna, gu joan ondoren proiektua hemen segitzen ahalko dugula
6. Konduan hartuz serorek dutela hitza jaten...

Okupatzen segituko dugu!

Eta jadanik eskertu nahi ditugu hurrengo egun eta asteetan hunat lan, lo eta parte hartzerat jinen diren pertsona guziak. Gure indarrak batuz, Ametser bizia eman dezagun!"

### Okupazioaz... Ametser bizia eman !

Elkar bizitzeak 10-15 pertsonen artean, eta hamarnaka herritarren babes/bisita ukaiteak sekulako indarra emaiten du holako desmarta baten bultzatzaileer! Ezina ekinez egin dela ez da lema huts bat gelditzen!

Nahiz eta legalitateak kanporatzea manatzen duen, Donaixtik egoitza okupatuan animazioek jarraitzen dute, barne antolaketek segitzen dute eta lehen baratztea lantzen hasia izan da!

"Irabazlea, galtzen duelarik nora joan behar duen dakiena omen da". Bethi Aintzinakoek, argi uzten dute etxe bizitza kolektibo eta kultur gune parte hartzaile baten sortzeko xedearekin elkartasun eta elkarlanaren bidean murgilduz egitasmoaren zilegitasuna indartzen dutela, pausoz pauso!



San Mixel Okupan... indarrak hartzeko denbora!



Bethi Aintzinaaren prentsaurrekoa

## Bertsozko gogoetak

Teukzomen

2 hilabete pasatu dela,  
bai baina halare  
Heletaraino hurbilduz berdin,  
haur, ikasle, jabe  
Urte hunetan Mugatetik at!  
mezuaren jabe  
Zer litzateke Iparraldea  
EHZ gabe?

Festibala ez da izan behar  
afitxaren ahalge  
Gibelherrira ez gira joan  
guziak debalde:  
Gojira, Esne Beltza, Danakil...  
dedikaza, CD...  
Zer litzateke EHZ  
musikarik gabe?

Biziki urrun baitira  
Aupa BO! Aupa AB!  
Indar haundi bat egin izan da  
antzerkien alde.  
Gai guzietaz eleketatuz:  
sexu ta lurralde...  
Zer litzateke EHZ  
kulturarik gabe?

3 egunez goiz eta arrats  
bederen bi txanda pare  
Ostatu, talo, ttantto, sartzea,  
ta brigada berde...  
Beti karraskan ari lan ta lan  
profesionalen pare  
Zer litzateke EHZ  
aguntzaile gabe?

3 egunak urteko lanaren  
fruitu ta landare  
Ta jendea ez dute beldurdu  
euri sortek ere!  
Nor aspertu den atxemaiteko  
luzaz egin galde!  
Zer litzateke EHZ  
giro onik gabe?

Bai festibala aipatzen dugu  
ainitz baina halare,  
Lurretik hola sortzen denik  
ez sinets otoi are!  
Eskualde oso bat, populu bat  
"mundu" hunen alde  
Zer litzateke EHZ  
Iparraldea gabe?

## IDOIA INTXAURBE

ELAko Azterketa Bulegoa



# Islandia: isilpeko iraultza

Azken boladan Europako hainbat herrialde jasaten ari garen krisi gogorraren hainbat notizia ari gara jasotzen. Guztietan planteatzen duten irtenbidea berdina da: murrizketa gero eta larriagoak gizartearentzat eta azken urteotan sortutako zorren sozializazioa. Hori da doktrina liberalak ezartzen duen sendagaia.

Baina bada krisi ekonomiko-finantzieroen aurrean doktrina hauei aurre egin zien herrialde bat Europan: ISLANDIA. Komunikabideetan ez du ia oihartzunik izan eta nazioarteko erakundeek ez dute inolako interesik izan kasu hau ezagutzarazteko, beste toki batzuetan gauza bera errepikatuko denaren beldurrez.

2008. urtean krisi ekonomiko finantziarioak Islandia astindu zuen. Ondamendi honen aurrean, iraultza islandiarra forma hartzen hasi zen. Urriaren bukaeratik 2008ko urte amaierararte jendeak manifestazioetan mobilizatzeari ekin zion. Une horretatik aurrera gero eta jende gehiago hasi zen mobilizazioetara hurbiltzen. Islandiarren eskaera 5 puntutan laburbildu daiteke: gobernuaren, Banku Zentraleko zuzendariaren eta Ikuskaritza finantzieroko zuzendariaren dimisioa, hauteskunde orokorrak eta erreforma konstituzionala.

Islandiako lehen ministro ohia eta Banku Zentraleko gobernadore ohia, hainbat agintariren artean, arduragabekeria larria bete izanaz akusatu zituzten. Egungo gobernu sozialdemokrata, bankariak sartzien ez zituen Europako lehen gobernu bilakatu zen, herrialdea geratu zen egoera larria beraien ardura zela leporatuz.

### Oinarrizko lekzioak

Islandian gertatutakoaren arabera oinarrizko lekzio batzuk atera ditzakegu bankuen erreskateen inguruan:

✓Posible da zorraren ezeztatzearen inguruan neurriak hartzea eta sistema finantzieroa berregituratzea, herritarrak babesteko eta ez merkatuko interesak. Horrez gain posible da nazioarteko erakundeen presio eta liskarrei aurre egitea.

✓Bideragarria da krisialdi honetan ezarri dena ukatzea.

✓Beharrezkoa da adostasun nazionala egotea nazioarteko presioei aurre egiteko. Islandian oso garrantzitsua izan da manifestazio eta erreferendunetan egondako partehartze aktiboa zorra ukatzeko.

✓Hobe da aurretiaz sistema finantzieroen hazkunde mugatzea, erreskatera iritsi aurretik eta sistema lehertu aurretik.

Gaur egun Islandia suspertzen ari da. Bitartean Euroguneko herrialdeek austeritate plangintzekin jarraitzen dute eta Islandian bestalde aurtengo aurrekontuek superabita islatzen dute. Langabezi tasa %8,1ekoa da ELGako herrialdeetako langabeziaren batazbestekoa %13,1ekoa den bitartean. Europar Komisioaren aurreikuspenen arabera datozen bi urteotan hazten jarraituko du.

### Sistemari aurre egin mobilizazioaren bitartez

Islandian gertatutakoaren hainbat ondorio:

✓Politika neoliberalen ezarpenak hondamena dakarte. Desarauketan eta finantziar espekulazioan oinarritutako politika neoliberalak hondamendira bultzatu zuten Islandia. EBko hainbat herrialdetan bizi dugun egoeraren antzekoa da, gobernuak gero eta politika kontserbadoreagoak ezartzen dituzte, murrizketak areagotuz. Bide horrek irteera gabeko kale batera eramango gaitu.

✓Krisiaren irteera politiken erabateko aldaketatik joan behar da, botere politikoaren eskaerei aurre eginez.

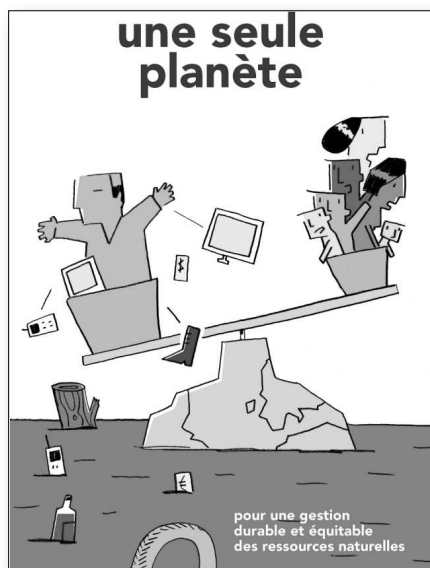
✓Gizartearen mobilizazioa da politikak aldatzeko bidea. Islandiarrek sistemari aurre egin diote mobilizazioaren bitartez. Demokraziaren sakontzea gizartearen esku dagoen tresna bat dela erakutsi digute.

### Boterea hauskorra da, indarra gure esku dago

Botere ekonomiko, finantziero eta politikoari beldurra ematen die gauzak aldatzea posible dela erakustea, mobilizazioek beraien egungo estatusaren aldaketa esanguratsua ekar dezakete.

Hori ere Islandian gertatutakoaren ondorioa da. Boterea hauskorra da eta indarra gure esku dago. Horren kontzientzia izatea da dagoen eta botere handiena.

# De l'empreinte à l'espace écologique



**Le réseau "Une seule planète" a été créé par plusieurs organisations d'Europe et de pays du Sud afin de sensibiliser les citoyens et d'interpeller les décideurs sur les enjeux d'une gestion durable des ressources naturelles pour le développement de tou(te)s. Voici une Fiche Technique sur l'empreinte et l'espace écologique.**

L'empreinte écologique est un indicateur qui permet d'évaluer la surface de sol nécessaire pour produire les ressources consommées par une population et pour absorber ses déchets.

Ainsi, un européen a une empreinte écologique d'environ 4,8 hectares. En multipliant par le nombre d'humains, on constate que si tout le monde vivait comme un européen, il faudrait trois planètes !

Or, nous n'avons qu'une seule planète et c'est bien là la limite de l'empreinte écologique : à partir de là, que faut-il faire ?

S'assurer que les plus pauvres n'augmentent pas leur empreinte écologique afin que le maintien voire le renforcement des inégalités nous permette de vivre tous sur une seule planète ?

Une réponse plus juste consiste à introduire la notion d'équité : chaque humain devrait avoir le même droit d'utiliser les ressources. C'est le concept d'espace écologique. En pratique, il s'agit de définir pour chaque type de ressources un seuil minimum de consommation et un plafond maximum prenant en compte la capacité de régénération des ressources renouvelables et le stock de ressources non renouvelables<sup>¶</sup>.

Respecter l'espace écologique de chacun conduit à questionner la façon dont s'organise le commerce international aujourd'hui car il conduit directement ou indirectement à un accaparement des terres des plus pauvres par les plus riches. Pour autant, si le concept d'espace écologique est indissociable d'une relocalisation forte des activités, cela n'est pas pour autant incompatible avec un commerce international, plus équitable, notamment pour certaines ressources inégalement réparties à la surface du globe.

## Seuil maximum

Le seuil maximum correspond à un plafond de consommation au delà duquel on empiète sur l'espace écologique de quelqu'un d'autre. Par exemple, en prenant en compte la capacité d'absorption naturelle de la biosphère, il faudrait que chaque humain n'émette pas plus de 2 tonnes de CO<sub>2</sub> par an pour contenir les changements climatiques. Or, un français émet plus de 6 tonnes de CO<sub>2</sub> par an et un habitant des États-Unis émet plus de 20 tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

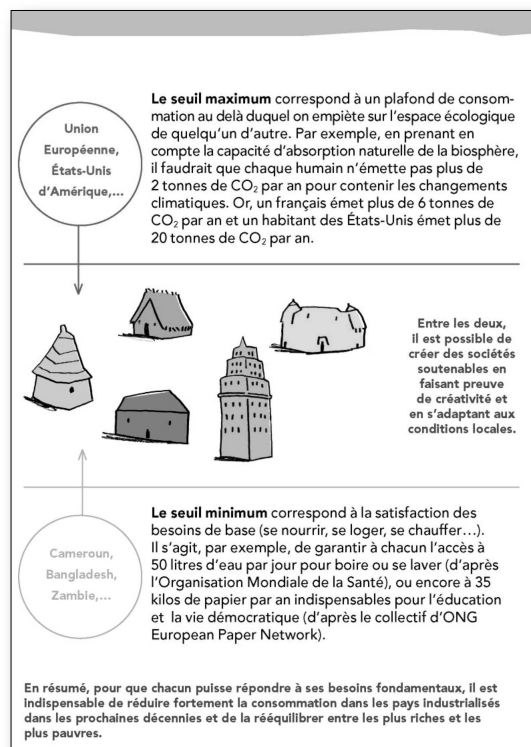
## Seuil minimum

Le seuil minimum correspond à la satisfaction des besoins de base (se nourrir, se loger, se chauffer...). Il s'agit, par exemple, de garantir à chacun l'accès à 50 litres d'eau par jour pour boire ou se laver (d'après l'Organisation Mondiale de la Santé), ou encore à 35 kilos de papier par an indispensables pour l'éducation et la vie démocratique (d'après le collectif d'ONG European Paper Network).

Entre les deux, il est possible de créer des sociétés soutenables en faisant preuve de créativité et en s'adaptant aux conditions locales.

**En résumé, pour que chacun puisse répondre à ses besoins fondamentaux, il est indispensable de réduire fortement la consommation dans les pays industrialisés dans les prochaines décennies et de la rééquilibrer entre les plus riches et les plus pauvres.**

<sup>¶</sup>**renouvelable** : on distingue les ressources renouvelables comme le bois ou le poisson des ressources non renouvelables comme les métaux. Il est possible de gérer des ressources renouvelables de façon durable si l'on ne prélève pas plus que l'accroissement naturel. Le pétrole est considéré comme une ressource non renouvelable ou fossile car il faut des millions d'années pour le former à partir de débris de végétaux.



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet





signifier la main-mise espagnole en Euskal Herria.

Lorsque le PNV obtint le transfert des compétences sur les politiques en matière d'emploi, après une négociation au couteau avec le gouvernement espagnol (en échange de l'approbation du budget 2010 de l'Etat par ses députés), Francisco Lopez eut le culot de déclarer que cela portait largement préjudice aux intérêts d'Euskadi. Evidemment, il n'était pour rien dans l'obtention de ce transfert attendu depuis... 1979, date du vote du statut d'autonomie.

Lopez se targue d'une grande réussite: le PSOE a obtenu sous son mandat le cessez-le-feu définitif d'ETA, le 20 octobre 2011. Il a fixé le jour des élections le 21 octobre, précisément pour en tirer quelque bénéfice politique. En réalité, cette annonce d'ETA le surprit, alors qu'il se trouvait en voyage aux USA et, dans son propre camp, le président des socialistes basques, Jesus Egiguren, lui reprocha publiquement de ne s'être guère impliqué en faveur de la paix.

#### Loi scélérate et parjure

Lopez est le premier Lehendakari espagnol à gouverner les trois provinces autonomes. Les socialistes sont parvenus au pouvoir dans la Communauté grâce à une loi scélérate et à un parjure. La loi scélérate est celle d'Aznar qui, avec le soutien du PSOE, permit d'anéantir toute représentation élue des indépendantistes et donc d'écarter 15% des électeurs dans la Communauté autonome, soit environ une dizaine de députés. Le parjure est celui de son alliance avec le PP. Francisco Lopez répétait encore à la veille de son élection en 2009: «*Je l'ai dit mille et une fois, nous n'allons pas rechercher un accord avec le PP qui ne sait faire en Euskadi que de l'antinationnalisme et de l'antisocialisme*».

Dépouvu de relai à Madrid avec la défaite de Zapatero, subissant la crise et la récession comme tout un chacun, isolé en Pays Basque, incapable de mettre en œuvre les réformes annoncées, parvenu au pouvoir grâce à l'appui de néo-franquistes, la légitimité du socialiste Francisco Lopez s'est réduite au fil des mois. En avril dernier, nous le vîmes au cimetière de Gernika, à l'occasion de la cérémonie-anniversaire du bombardement. Un rescapé fit sonner la cloche, la seule cloche d'église qui demeura entière après le passage des avions. Lopez traversa l'assemblée silencieuse, porteur d'une gerbe. Alors, une voix s'éleva: «*Kanpora!*» L'œil était dans la tombe et regardait Caïn.

(1) La carte du Zazpiak-bat comprenant la Navarre et Iparralde lui étaient insupportables. Il a préféré noyer les trois provinces de la Communauté autonome dans un ensemble improbable, associant des provinces espagnoles. Toujours les frontières chères à Régis Debray...

(2) Du fait de ces décisions, le ministère en charge de la politique linguistique fut secoué par plusieurs graves crises internes, accompagnées de démissions fracassantes.

## Jean-Marc-en kronika



### Otxoa artzain

**L**e peuple basque serait la dernière population d'Europe à avoir été christianisée. Si des prêtres comme Detxepare, Axular, P. Charriton, J. Casenave, R. Idiart ont tant fait pour la culture basque, personne n'a oublié l'inquisition ou les buchers pour adolescentes. Aujourd'hui la situation s'est apaisée et nous sommes, quoiqu'on dise, imprégnés des fondamentaux catholiques. C'est pour cela que, croyants ou non, nous sommes tous concernés par les prises de positions de l'église et de celles et ceux qui la servent, à tous les étages. L'arrivée, ici, de l'évêque Aillet favorable à la liturgie d'avant le Concile Vatican II afin de faciliter le retour dans l'église catholique romaine de certains catholiques ralliés à monseigneur Lefebvre, a participé au renforcement d'une reprise en main plutôt très conservatrice. Il a nommé des prêtres venus d'ailleurs, mais surtout d'une autre planète pour nous qui avons côtoyé ou qui côtoyons toujours, de près ou de loin, des prêtres qui, eux, sont au service des croyants comme des non croyants. Et ce, dans le respect de notre culture et souvent en phase avec nos origines sociales ou l'évolution des mœurs.

#### Vade retro soutanas !

Depuis fin 2008, on assiste à de drôles de comportements de la part de ces ecclésiastiques qui portent haut leur croix et leur bannière obscurantistes, comme revenants d'un temps que l'on croyait révolu: des hommes en soutanes déambulent dans les rues bayonnaises, le curé de St André interdit la tenue d'un concert au profit de l'ikastola, des textes et chants en latin ont fait leur apparition dans les feuillets des messes, des processions voient le jour, les filles enfants de chœur et les femmes n'ont pas le droit de cité autour de l'autel... Début août, lors des obsèques du père d'un ami à St André, j'ai assisté à du jamais vu de la part d'un

prêtre censé être en empathie avec la famille du défunt. Après deux premiers rendez-vous préparatoires reportés, il est arrivé en retard au troisième et est apparu dix minutes avant la célébration. Ces mauvaises conditions de préparation de l'oraison ont participé à une cérémonie marquée par un incident majeur: dès la sortie, et alors que la famille et les amis autour du cercueil attendaient un dernier hommage avec l'Aurreku et l'Agur Jau-nak, le jeune prêtre est venu s'offusquer de ce que la chorale avait préalablement chanté «*Jainkoaren ama*» (en lieu et place de l'Ave Maria qu'il avait annoncé), en accord avec les proches majoritairement issus du Pays Basque intérieur. S'en est suivie une algarade, au vu et au su de tous, entre le responsable de la chorale et celui qui s'octroie une mission de francisation des chants.

#### Que se vayan!

Déjà, le samedi des fêtes, ce festayre en soutane blanche avait cru bon s'inviter à une table autour de laquelle se trouvait une élue bayonnaise, qui, après une discussion «*serrée*» sur des thèmes liés à la contraception ou l'homosexualité, a demandé à son hôte, de quitter les lieux tellement ses propos furent plus intégristes qu'intègres. Les intentions de la prière universelle du 15 août, confortent cette tentative de mise au pas de l'ensemble de la communauté chrétienne afin de s'opposer aux futures lois inéluctables et justes autorisant les homosexuels à pouvoir se marier et à élever légalement des enfants.

Hormis des initiatives comme le 1<sup>er</sup> Forum des chrétiens en mouvement au printemps dernier à Bayonne, la résistance est plutôt passive. De nombreux laïcs et prêtres pourraient en s'activant, faire bouger hors du Pays Basque une idéologie qui ne doit pas avoir d'avenir chez nous.

# Paul Molac député breton

*Militant breton, Paul Molac a été élu en juin dernier à l'Assemblée nationale sous l'étiquette Régions & Peuples Solidaires.*

*Présent à Biarritz pour l'Université d'été de cette fédération, il livre aux lecteurs d'Enbata son engagement pour la réforme territoriale et la ratification de la Charte européenne des langues minoritaires.*

**“Il faut que les Régions puissent demander et obtenir de nouvelles compétences en fonction des enjeux locaux.”**

**“La grande question est de savoir quels pouvoirs réglementaires seront accordés aux Régions et comment les lois pourront-elles être adaptées localement?”**

**Enbata:** Vous avez activement participé aux travaux de l'Université d'été de RPS à Biarritz. Quelles impressions retirez-vous de ces journées?

**Paul Molac:** C'est toujours un plaisir pour moi de me retrouver au Pays basque, où je passe en général une fois par an. J'ai été favorablement impressionné de voir une salle comble et des militants de tous âges montrant que les thèmes développés par Régions et peuples solidaires intéressaient un large public.



Paul Molac

**Enb.:** Vous avez été élu à l'Assemblée nationale sous l'étiquette de votre parti “Union démocratique bretonne” et de la fédération Régions & peuples solidaires, dans le cadre d'un accord électoral avec le Parti socialiste et Europe écologie - Les verts. Comment s'est échafaudée cette stratégie électorale? Quel était le panorama de ces législatives en Bretagne? Les disci-



A la mairie de Biarritz : de g. à dr., Gustave Alirol, Michel Pouyets, Jakes Abeberry, Guy Lafitte

**plines partisanes ont-elles été respectées?**

**P.M.:** J'ai été candidat dans la 4<sup>e</sup> circonscription du Morbihan, présenté par l'Union démocratique bretonne (UDB) à et soutenu par le Parti socialiste et Europe Ecologie – Les Verts. Je suis pour ma part un compagnon de route de l'UDB mais je n'étais pas encarté. J'étais surtout actif dans le domaine associatif et moins dans le domaine politique. J'étais par contre identifié comme militant breton par beaucoup d'élus et militants de gauche à Ploërmel.

Les discussions ont eu lieu entre les trois partis en vertu d'un accord national visant à assurer à EELV un groupe parlementaire. La circonscription de Ploërmel a été laissée libre sans candidat socialiste à EELV qui a lui-même laissé la circonscription à l'UDB. La circonscription était traditionnellement à droite. Il fallait une personnalité de rassemblement à gauche pour espérer voir la circonscription basculer.

La stratégie locale a été d'insister sur l'ancrage territorial. Je suis né et je vis dans un territoire rural où l'agriculture est un des moteurs de l'économie. J'ai été

agriculteur au début de ma vie professionnelle puis j'ai repris des études pour devenir professeur d'histoire-géographie dans un collège. J'habite et je vis dans la circonscription. J'ai été soutenu par EELV et par le PS malgré la présence d'un dissident socialiste. Ma suppléante est adhérente au PS et nous avons reçu le plein soutien du parti et notamment de ses cadres, en particulier ceux de Jean-Yves Le Drian et Stéphane Le Foll.

C'est la première fois depuis le début de la V<sup>e</sup>me république que la 4<sup>e</sup> circonscription du Morbihan a un député de gauche. Le Morbihan a d'ailleurs largement viré à gauche. Avant les législatives de 2012, il y avait cinq députés de droite pour un de gauche. Aujourd'hui, on trouve la situation inverse, avec cinq députés de gauche pour un de droite.

**Enb.:** Quel sont l'impact et la représentativité de l'UDB en Bretagne après plusieurs années d'existence?

**P.M.:** L'Union démocratique bretonne a été créée en 1963. C'est un parti de plus en plus reconnu dans le monde politique breton, les succès électoraux (régionales, municipales) venant récompenser le sé-

rieux de ses propositions. Les réflexions portées par l'UDB alimentent les discussions à gauche en ce qui concerne la décentralisation, les Langues régionales, l'environnement ainsi que la politique économique. L'UDB compte de nombreux élus locaux. A l'heure d'un bipartisme renforcé, l'UDB est moins bien identifiée par le grand public, avec cependant des disparités selon les territoires et l'ancrage local.

**Enb.: Qu'attendez-vous de l'acte III de la décentralisation voulue par Hollande et le Parti socialiste?**

**P.M.:** On attend évidemment beaucoup de l'Acte III de la décentralisation. Le rôle moteur des Régions doit être confirmé en particulier dans les domaines de l'économie, de l'aménagement du territoire, des transports et de la formation. Il faut que les Régions puissent demander et obtenir de nouvelles compétences en fonction des enjeux locaux. Par exemple, la région Bretagne demande la gestion de l'eau et de la culture. Cela nécessitera des arbitrages financiers. La grande question est de savoir quels pouvoirs réglementaires seront accordés aux Régions et comment les lois pourront-elles être adaptées localement?

**Enb.: La ratification de la Charte européenne des langues minoritaires sera-t-elle réalisée? Après le coup d'épée dans l'eau de l'introduction dans la Constitution de l'article 75-1 des langues régionales au patrimoine de la France, pensez-vous que la ratification de la Charte soit déterminante pour la survie de nos langues?**

**P.M.:** Je suis de ceux, qui depuis longtemps, attendent un cadre législatif pour nos langues. La signature de la charte me paraît un bon moyen de reconnaître officiellement la diversité linguistique française et de donner à nos langues les moyens de leur survie. L'action de tous et l'obtention des moyens juridiques qui pour l'instant nous font défaut, seront déterminants.

# Les engagements doivent être tenus

*Motion finale de la XVII Université d'été Régions & peuples solidaires qui s'est tenue à Biarritz du 21 au 23 août.*

Le nouveau pouvoir entre en phase d'action. Il a pris durant la campagne des engagements sur «l'Acte III de la décentralisation» et sur la «ratification de la Charte Européenne des Langues Régionales, au besoin par modification de la Constitution».

**1/ La nécessité d'une véritable régionalisation**

Les engagements doivent être tenus et l'année à venir sera décisive. La régionalisation est un élément essentiel de réponse à la crise actuelle, économique, sociale, culturelle et écologique, en réorientant la société vers un développement soutenable et solidaire. Concernant l'acte III de la décentralisation, qui doit abroger totalement les lois Sarkozy, RPS s'engagera dans la démarche de concertation mise en place par le Sénat, tant dans les réunions des échelons locaux, que lors des Etats Généraux des 4 et 5 octobre au Sénat. Avec ses parlementaires, Paul Molac à l'Assemblée nationale et François Alfonsi au Parlement européen, RPS défendra les priorités suivantes :

- La réforme à venir devra prendre en compte la spécificité des territoires et de leurs besoins. C'est notamment le cas pour le Pays Basque. La création d'une Collectivité Territoriale Spécifique Pays Basque doit être mise à l'ordre du jour de la réforme institutionnelle.
- La métropolisation de l'aménagement du territoire, voulue par Nicolas Sarkozy, doit être remise en cause. Elle conduit à la destruction des territoires et des identités, et elle concentre les moyens budgétaires

sur les grandes villes. La région parisienne est d'ores et déjà sur-dotée au détriment des autres territoires. La nouvelle loi devra renverser cette tendance.

- L'autonomie fiscale et budgétaire des collectivités territoriales a été annihilée par les précédentes réformes Sarkozy. La réforme Hollande/Ayrault devra la garantir.
- L'échelon régional doit être l'échelon privilégié de la nouvelle structure institutionnelle et bénéficiaire, de nouvelles compétences, notamment économiques et culturelles, particulièrement dans les territoires ayant des langues régionales. Le transfert de la gestion des fonds européens aux régions, déjà validé en Alsace, doit être définitif et total, y compris la Politique Agricole Commune. La future Banque Publique d'Investissement devra être fortement régionalisée avec un fonctionnement régional autonome. La politique énergétique devra tendre vers une autonomie énergétique des territoires.
- Les pouvoirs des régions, pour lesquelles devra être maintenue la clause de compétence générale, devront être étendus en allant vers un pouvoir réglementaire effectif et vers un pouvoir législatif d'expérimentation ou de plein exercice, adapté aux spécificités des territoires concernés.

**2/ Charte européenne des langues régionales : la ratification doit intervenir rapidement**

Le président Hollande a engagé sa responsabilité européenne sur la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales. Cette ratification, et les modifications constitutionnelles qui seront nécessaires pour cela, donneront un statut aux langues régionales, avec transfert de compétence aux collectivités territoriales concernées, ce qu'un cadre devra rendre effectif. Cela devra être une priorité des premiers mois de sa présidence.

Régions & Peuples Solidaires a soutenu le changement de pouvoir en France. La Fédération sera extrêmement vigilante sur la suite qui sera donnée à ces deux engagements du nouveau président de la République. Pour R&PS, la crise ne pourra en aucun cas servir d'alibi à un retour en arrière sur les engagements pris.



De g. à dr., Frédérique Espagnac, G. Alirol, Christine Ressonart



# La Charte européenne

Jean-Louis Davant

**A**u nom d'une nationalité que nous n'avons pas choisie, mais que nous n'arrivons pas non plus à récuser carrément, les élections présidentielles puis législatives nous ont entraînés loin de notre territoire et de nos enjeux propres, sans pour autant déboucher sur l'Europe qui est aujourd'hui notre grande patrie. En ce début réel d'année, remettons nos pendules à l'heure locale, semi-solaire. Sarkozy est parti brusquement, Hollande est arrivé au petit trot : je ne m'en plains pas, mais l'antisarkozysme ne saurait tenir lieu de politique générale, encore moins de politique basque. Où en sommes-nous de nos aspirations face au nouveau pouvoir parisien?

En matière d'institution territoriale, Hollande n'a rien promis. Quant à moi, n'ayant guère participé depuis des années aux débats internes sur ce thème, je le laisse à des plumes plus autorisées. Militant de la langue basque depuis plus d'un demi-siècle, je me limiterai ici à ce domaine de compétence. Hollande a promis de ratifier la Charte européenne des langues minorisées. Ce serait un pas en avant, mais pas un exploit ni une panacée. L'opinion générale des parlementaires semble favorable. En juin 2008, à l'initiative du gouvernement Fillon, un débat très intéressant eut lieu à l'Assemblée nationale: l'on y entendit des discours positifs et consensuels qui contrastaient agréablement avec les propos caricaturaux tenus dans les cuvées précédentes par les partisans attachés de la langue unique. Les langues dites «régionales» faillirent entrer dans l'article 1 de la Constitution française. C'était trop beau et de plus maladroit, car la langue française n'apparaît que dans l'article 2! A l'initiative de

Giscard d'Estaing, académicien et sénateur, l'Académie française sonna la charge, et le Sénat décapita la proposition des députés. Finalement les langues «régionales» furent donc reléguées dans un article obscur et lointain de la Constitution, qui ne donne aucun droit à leurs locuteurs. L'on reste dans la sempiternelle tradition jacobine qui impose une lecture réductrice des textes les plus équilibrés, voire girondins. C'est ainsi que la République française a longtemps refusé une législation ouvrière, puis une évolution féministe, pour ne pas accorder à certains citoyens des droits que les autres n'auraient pas! Mais qui interdirait aux Champenois, Tourangeaux ou Poitevins d'apprendre par exemple la langue d'Oc qui couvre plus du tiers du territoire métropolitain? Elle les sortirait de leur fichu monolinguisme, si préjudiciable par exemple à l'équilibre de leur balance commerciale...

Donc la Charte européenne, évidemment. Mais elle ne suffira pas. Et d'abord sa ratification nécessitera une modification de la Constitution. A cette occasion, pourquoi ne pas amender le fameux article 2, en y associant les langues «régionales» à «la langue de la République»? Cette proposition fut faite en 1992 lors du débat précédant le vote de cet article, mais les rapporteurs Dubon et Lamassoure prétendirent que leur texte ne menaçait nullement les langues «régionales», ce que les faits ont cruellement démenti par la suite, au nom d'une lecture toujours ultra-jacobine. On reste légalement dans la langue non pas commune (acceptée par tous), mais unique, interdisant toutes les autres dans la vie officielle, voire dans l'espace public. Par exemple les panneaux rou-

“ Ce serait un pas en avant, mais pas un exploit ni une panacée ”

tiers bilingues largement tolérés en Bretagne et au Pays Basque, sont périodiquement interdits dans certains lieux occitans...

Pourtant les langues «régionales», à défaut d'être pour le moment officielles, sont devenues généralement officieuses, mais elles ne bénéficient d'aucune protection légale, si ce n'est dans l'enseignement la très minimaliste loi Deixonne qui date de 1951! Un gouvernement autoritaire ou mal intentionné pourrait interdire d'un trait de plume la plupart des espaces gagnés ces dernières décennies par lesdites langues. Leur officialisation est donc nécessaire par la Constitution qui légitime leur usage (et pas seulement comme en 2008 leur caractère passivement patrimonial), puis par une loi-cadre qui les soutienne dans la pratique.

Mais comment pousser un gouvernement français à franchir ce pas? Les efforts acharnés des mouvements culturels et du RPS, si nécessaires, n'y suffiront peut-être pas. Donc comment populariser nos revendications sur l'ensemble des territoires de la République, au point de forcer la main à ses dirigeants? Ne faudrait-il pas enrôler et mettre en avant des stars des mondes sportif, artistique, littéraire et autres qui seraient sensibles à cette cause? Comment initier, organiser et déclencher sur l'Hexagone et l'Outre-mer un mouvement de lobbying populaire et de pression massive en faveur de l'officialisation des langues «régionales»?

## Université d'été d'AB, 30 et 31 août

**A**B fait sa rentrée politique la semaine prochaine, en organisant Ases universités d'été. Un moment très important, chaque adhérent-e est invité-e à y participer, afin que chacun-e puisse donner son opinion.

● Deux rendez-vous ouverts aux membres d'AB et proches:

**Jeudi 30 - 15h:** bilan de l'année.

**vendredi 31 - 10h:** dans ce nouveau panorama politique, les abertzale de toute tendance réfléchissent sur le *devenir du mouvement de gauche abertzale*: quelles priorités? les délais? comment? AB devra aussi se positionner, avant l'AG d'automne qui sera décisionnelle.

● Débats ouverts à tou-te-s:

**Jeudi - 19h:** analyse socio-économique en Iparralde -Xole Mari-

luz- alors que tout le monde nous dit que la rentrée sera socialement très difficile, AB devra se positionner et prendre part à diverses mobilisations en tant que parti abertzale de gauche.

**Vendredi 31 - 15h:** une *enquête* avait été faite et ce printemps diverses soirées avaient été organisées pour rendre publiques ses conclusions; certain-e-s d'entre vous n'ayant pas pu participer, F Mimiague viendra de nouveau nous faire une analyse.

**Vendredi 31 - 19h:** *refondation d'Udalbiltza*, nous aimerions que le maximum d'élue-s d'AB (et ceux et celles qui le seront aux prochaines municipales!) participent à ce débat. Très vite diverses sollicitations viendront. C'est pour cela que ce premier débat mérite la participation de tout le monde, pour qu'AB sache quel devra être son engagement à cette assemblée d'élue-s.

### Sommaire

- CAHIER N°1 ENBATA
  - Pourquoi Lopez a-t-il jeté l'éponge ..... 4 et 9
  - Paul Molac, député breton ..... 10-11
- CAHIER N°2 «ALDA!» ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190